

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 89



AVRIL 2020

NOTRE SANTÉ EN DANGER

**CORONAVIRUS
COVID - 19**

LES RICHES METTENT LA MAIN
AU PORTEFEUILLE!



**HALTE AUX FOSSOYEURS
DES CONGÉS BONIFIÉS**

L'ENFER EST A L'HOPITAL



**1er MAI de LUTTE
DE SOLIDARITE ET DE LA FRATERNITE
Contre toutes les formes d'exclusion**

NOTRE SANTE EN GRAND DANGER : POSONS-NOUS ENFIN LES VRAIES QUESTIONS.

Et dire que certains de nos compatriotes (de moins en moins nombreux heureusement) se croient protégés par un amour indéfectible que la France (la mère patrie disent-ils avec sérieux) vouerait à ses « enfants » des « outre-mer » comme ils disent.

Quand les syndicats et les ouvriers agricoles depuis 1974 dénonçaient l'emploi massif de pesticides dangereux dans les bananeraies, ils sont restés indifférents. Certains pestant même contre ces individus qui s'en prenaient aux békés si bienfaiteurs qui daignaient leur accorder des journées de travail.

Quand le scandale du chlordécone a été révélé au grand jour et que l'empoisonnement de terres agricoles a été dénoncé avec insistance ils se sont contentés de hausser les épaules.

Quand leur cher président pressé par la multiplication et la diversité des manifestations anti-chlordécone, a reconnu, à bout de souffle, la responsabilité de l'État français dans ce scandale sanitaire ils ont dans leur for intérieur considéré que cette reconnaissance était de trop mais la parole présidentielle les écrasant ils ont accusé le coup.

Quand les manifestations de jeunes se sont multipliées aux abords des grandes surfaces propriétés des grands groupes békés pour exiger réparation du crime d'empoisonnement, ils ont tenu leur revanche, en se dévoilant, en montant au créneau contre ces manifestants aux mains nues, qu'ils ont traités de « terroristes » de « preneurs d'otages », de « violents », et « activistes ». La



« grande » presse servile relayant abondamment leurs propos ils ont bombé le torse.

Quand les travailleurs opérant dans le secteur de la santé ont appelé durant des années la population à soutenir leurs revendications pour exercer dans des conditions décentes leur métier qui consiste à nous soigner, ils ne se sont pas sentis concernés.

Et maintenant, à l'heure de l'empoisonnement des terres, des rivières, de l'eau, de la mer, à l'heure de l'épidémie provoquée par le coronavirus, ils risquent comme nous tous d'être touchés du fait du mépris de leur cher État, de leur chère France, à notre égard, que disent-ils, que pensent-ils !?

Laissons-les à leur réflexion et invitons-nous, notre peuple, à se livrer à un vrai questionnement sur la gestion de notre pays sans domination.

Aujourd'hui c'est à juste titre que nous EXIGEONS que les structures de santé soient dotées en toute urgence du matériel qui n'aurait jamais leur faire défaut (masques de protection, respirateurs, tests de dépistage et...)

Au-delà de ces revendications circonstancielles mises en lumière pour l'épidémie du coronavirus nous nous devons de prendre conscience des graves dangers qui pèsent sur notre santé; l'heure est venue de nous poser les vraies questions afin que nous en tirions les conséquences si nous ne voulons pas que demain soit comme hier.

Quand nous constatons l'insuffisance criante du nombre de médecins dans notre

NOTRE SANTE EN GRAND DANGER : POSONS-NOUS ENFIN LES VRAIES QUESTIONS.



pays, alors que les besoins en soins sont en constante augmentation; nous devons nous interroger sur les raisons pour lesquelles les gouvernements successifs de la France ont depuis une trentaine d'années pris délibérément une série de mesures pour DIMINUER le nombre d'étudiants en médecine. Pourquoi ?

Pourquoi nos hôpitaux de commune, nos dispensaires de communes ont-ils presque tous été supprimés ?

Pourquoi les crédits alloués au fonctionnement des hôpitaux ont-ils été sans cesse rognés sans tenir compte de leurs charges réelles ?

Pourquoi les cris d'alerte du personnel soignant, pourquoi leurs nombreuses manifestations pour la défense de notre santé à tous ont-ils été méprisés tant par l'État français que par les organismes de tutelle ?

Pourquoi aujourd'hui ces derniers pour faire oublier leurs responsabilités louent hypocritement les métiers, le courage, le dévouement de ce personnel ?

Pourquoi l'État qui justifie la restriction drastique des crédits alloués aux hôpitaux et aux différentes structures de santé, dépense-t-il des sommes fortes pour se doter de matériel de répression moderne, pour l'entretien des armées en guerre dans différents pays du monde ?



Pourquoi tant de manque de respect pour notre santé ?

Pourquoi notre population victime d'empoisonnement provoqué par l'emploi massif des pesticides dans les champs ne fait-elle pas l'objet d'un dépistage généralisé ?

Pourquoi ose-t-on brandir le coût d'une telle opération alors que notre santé n'a pas de prix, alors que 1/10ème des dépenses générées par une, oui une journée d'entretien de l'armée française au MALI financerait largement cette mesure ?



Pourquoi l'état français sensé nous protéger se moque-t-il à ce point de nos vies ?

Pourquoi son Préfet-gouverneur a-t-il menti à notre population à-propos des passagers du bateau de croisière italien ?

Pourquoi il a fallu que des jeunes se mobilisent pour faire connaître la vérité ?

Pourquoi malgré le risque de propagation du virus le préfet-gouverneur a autorisé le débarquement de plusieurs bateaux de croisière et laissé déambuler dans les rues de la ville et des communes des centaines de touristes non dépistés, légèreté doublement coupable contribuant fort probablement à la diffusion du virus dans notre pays ?

Pourquoi les voyageurs en provenance des pays d'Europe ou sortant de croisière, astreints théoriquement à un strict confinement pendant une quatorzaine n'ont-ils pas fait l'objet de contrôle, légèreté aussi coupable ayant provoqué le décès d'une martinoise ?

La réponse à toutes ces questions est claire, nous sommes sous le joug d'un État colonialiste qui n'assure que le minimum du minimum pour notre protection sanitaire. Cet état comme le montre son comportement vis-à-vis de notre empoisonnement collectif, de la pénurie imposée aux structures de santé, de

NOTRE SANTE EN GRAND DANGER

son manque d'égard vis-à-vis du personnel de ces structures, de son total imprévoyance par rapport aux nombreux aléas climatiques et autres catastrophes naturelles qui nous guettent n'est en rien protecteur de notre peuple.

LE GOUVERNEMENT MET EN DANGER LA SANTÉ

Son unique préoccupation se résume à assurer l'administration de ses colonies de manière à pérenniser sa présence aux quatre coins du monde à peu de frais mais en tirant le maximum d'avantages.

Cette crise sanitaire doit nous ouvrir les yeux et nous faire comprendre que nous ne devons pas nous remettre à l'État français pour la défense de notre santé.

En cette matière aussi nous devons nous prendre en mains. Nous n'avons pas à nous remettre à un système de santé dont la logique est d'enrichir sans cesse les mastodontes de l'industrie pharmaceutique, à un système qui multiplie les obstacles à la constitution d'une pharmacie qui nous soit propre et qui mettrait en valeur les immenses ressources de nos plantes aux vertus curatives mais aussi anti bactériennes et anti virales

Le système colonial ayant largement démontré sa nocivité, l'heure n'est pas comme le font les politiciens de la CTM, de quémander à l'État français de nous associer à des mesurette, de nous donner une place dans la prise de ses décisions de gestion de la pénurie, mais d'en finir une fois pour toutes avec lui.

Pour préparer un lendemain vraiment différent de celui d'hier et d'aujourd'hui attelons nous à la tâche afin que le système colonial soit sur ses derniers instants, vive ses derniers jours...

C'est de la vie, de la survie, de notre peuple dont il est question.

VACCINS EN AFRIQUE: Racisme dans son ampleur!



RACISME QUAND TU NOUS TIENS ! LA HONTE SANS ESPOIR !

En 2020 on a une nouvelle illustration du racisme qui irrigue la société française jusqu'à infiltrer les « scientifiques » comme à l'époque de ceux qui affirmaient que le cerveau des « noirs » était plus petit que celui des « blancs » et qu'ils étaient entre les hommes et les animaux et plus près de ces derniers.

Les viscères du colonialisme barbare, malgré leur putréfaction avec le temps puent encore autant quand Jean-Paul MIRA et Camille LOCHT (*directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm)*) proposent d'aller en tester des vaccins contre le COVID, en Afrique.

L'héritage de la mentalité coloniale est assuré. Ce que nous devons tirer comme leçon de ceci est que nous ne devons pas compter sur les autres pour garantir notre santé et notre intégrité physique et morale, surtout pas sur ceux qui ont été responsables de la colonisation d'hier et qui maintiennent leur domination sur les peuples.

A LOCHT et ses comparses, experts ou non, nous disons que si la France n'est pas capable de doter l'INSERM ou la recherche en général, des moyens nécessaires, ce n'est pas une raison pour considérer l'Afrique comme une terre à occuper et les Africains comme des cobayes.

L'Afrique a connu des expériences de ce type aux conséquences funestes entre les années 1930 à 1960 avant les indépendances et aussi après.

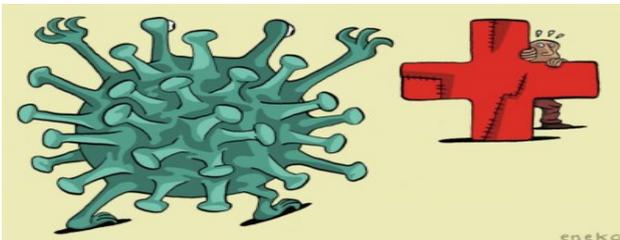
Un brin de morale pour admettre que les êtres humains en Afrique ou ailleurs soient considérés de manière égalitaire.



QUE CACHE LE CORONAVIRUS ?

A lors que chez nous comme presque partout dans le monde on est concentré sur l'épidémie due au coronavirus, sur l'évolution de la pandémie, sur le nombre effrayant de ses victimes, sur les moyens les plus efficaces de sortir de cette crise sanitaire, il convient de ne pas occulter de nos réflexions l'essentiel, à savoir l'origine de ces invasions qui font payer un si lourd tribut à l'humanité.

Il est vain en effet de se livrer à des incantations, d'accuser la fatalité, d'évoquer la « colère divine » si on ne traque pas le mal à la racine et si on ne situe pas clairement les responsabilités



NE PAS ACCUSER LA NATURE

S'il est établi que la plupart des microbes et des virus que nous connaissons viennent des animaux la nature ne porte aucune responsabilité dans la propagation des épidémies.

Il est bien connu que les chauves-souris sont porteuses d'une multitude de virus. On sait que la rougeole et la tuberculose nous étaient léguées par les vaches, que nous devons la coqueluche à nos chers cochons, que le lentivirus du macaque est devenu le VIH, que le choléra qui à ce jour a déjà provoqué sept pandémies dont celle qui a fait des ravages récemment en HAÏTI provient d'une bactérie aquatique.

Est-ce à dire que tous ces animaux sont nos ennemis et qu'ils nous guettent prêts à nous exterminer avec leur virus ? Pas du tout. Ces animaux sauvages ou domestiques vivent tranquillement leur vie avec leurs microbes ou avec leurs virus qui ne leur font aucun mal.

Le problème vient du fait que nous avons adopté des styles de vie, des modes de production qui nous contraignent à empiéter de plus en plus sur les espaces de vie de ces ani-

maux.

DESTRUCTION À OUTRANCE DES ESPACES NATURELS

La catastrophe provoquée par EBOLA vient de démontrer le rapport entre la déforestation et la mutation de ce virus chez l'homme. En 2017 une étude a établi que l'apparition du virus a été localisée chez certaines espèces de chauves-souris d'importantes déforestations. Lorsqu'on détruit leurs arbres ces animaux sont contraints de se rapprocher des agglomérations, des jardins, des champs. Les humains qui consomment un fruit couvert de salive de l'animal consomment les microbes qui vont dans ses tissus, les microbes s'adaptent à l'organisme humain, évoluent et deviennent en se transformant des virus et provoquent des maladies alors que dans leur état primaire ils n'engendraient aucune maladie chez l'animal.

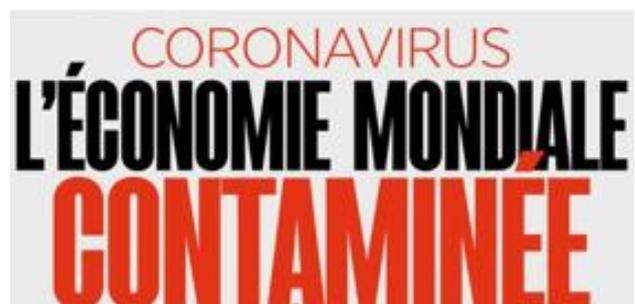
Ainsi plusieurs études ont montré dans 12 pays retenus que les espèces de moustiques vecteurs d'agents provoquant des maladies (pathogènes) sont bien plus nombreux dans les zones déboisées que dans les forêts demeurées en l'état.

L'ÉLEVAGE INDUSTRIEL AUSSI

On connaît les ravages du développement de l'élevage industriel en Europe, aux États unis notamment.

Pour satisfaire leur appétit de profits les grands groupes de l'alimentation n'ont cessé de développer un élevage intensif. Certaines fermes ont plus de mille vaches.

Dans certains pays où on reste à l'élevage en plein air on abat des milliers d'hectares de forêts pour nourrir des bêtes. Parfois cette destruction massive de forêt est destinée à



QUE CACHE LE CORONAVIRUS ?



permettre la pratique d'une agriculture intensive. Cette rapacité du grand capital a déjà engendré la destruction d'une surface forestière équivalente à la superficie de toute l'Afrique. C'est dire l'ampleur du massacre écologique dont nous n'avons pas fini de mesurer les conséquences.

Ainsi les microbes passent d'espèces animales vers d'autres espèces animales et arrivent jusqu'à l'homme.

Ces transferts ont engendré depuis 2002 plusieurs types de virus répertoriés comme « coronavirus » dont celui responsable du SRAS (Syndrome respiratoire aigu sévère) à l'origine de celui qui jusqu'ici inconnu qui nous infeste aujourd'hui, le COVID19.

L'élevage industriel avec des milliers de bêtes entassées présente un terrain idéal à la propagation de gènes pathogènes. On a encore en mémoire les virus de la grippe aviaire qui a fait des ravages dans l'élevage de poulets. Pour arrêter l'évolution de cette épidémie des milliers de volailles ont dû être sacrifiés.

Aux États Unis il est reconnu que près de 10 000 étasuniens sont contaminés chaque année par les bactéries provenant des montagnes de déjections produites par les élevages de poulets. Ces bactéries inoffensives pour ces animaux provoquent chez l'homme des états fiévreux pouvant être suivis de complications rénales.

Cela ne gêne en rien les gros « éleveurs » qui continuent leur business.



Le choc du Covid-19 crée une incertitude économique et politique radicale

NOUS NE SOMMES AU BOUT NI DE NOS PEINES, NI DES PANDÉMIES

Soyons clair, les mutations des microbes animaux en agents néfastes pour l'homme n'est pas nouveau. Ce phénomène remonte à la nuit des temps, en tout cas depuis que les êtres humains ont pratiqué la culture, l'élevage, ont implanté des agglomérations. Ce qui est nouveau c'est l'ampleur et la vitesse des agressions commises contre les milieux naturels. Les dirigeants des grandes puissances mondiales à la solde des gros capitalistes ne sont pas prêts d'arrêter le phénomène. On est pris d'effroi en entendant les propos cyniques et criminels d'un TRUMP pour qui l'argent passe avant tout ou d'une marionnette comme BOLSONARO au BRÉSIL qui n'en a rien à faire de la destruction en mode accéléré de la forêt amazonienne.

Les dirigeants européens ne sont pas en reste. En atteste par exemple l'acharnement déployé ces jours-ci par le gouvernement MACRON pour nier l'efficacité de médicaments bon marché qui renforcent les défenses immunitaires des personnes frappées par le coronavirus.

Le tort de ces médicaments c'est qu'ils sont bon marché et ne rapportent rien à la puissante industrie pharmaceutique. Les rapaces de cette juteuse industrie braquent en ce moment tous leurs efforts pour trouver un vaccin qui combattrait le COVID 19 et qui lui rapporterait des bénéfices fabuleux dans le monde entier.

On comprend que la mise en œuvre des solutions qui dans l'immédiat sont susceptibles de sauver des vies ne l'intéressent guère parce que cela ne lui rapporte presque rien.

On en est à ce niveau de cynisme et d'inhumanité au niveau du grand capital et des poli-

QUE CACHE LE CORONAVIRUS ?

ticiens à leurs bottes.

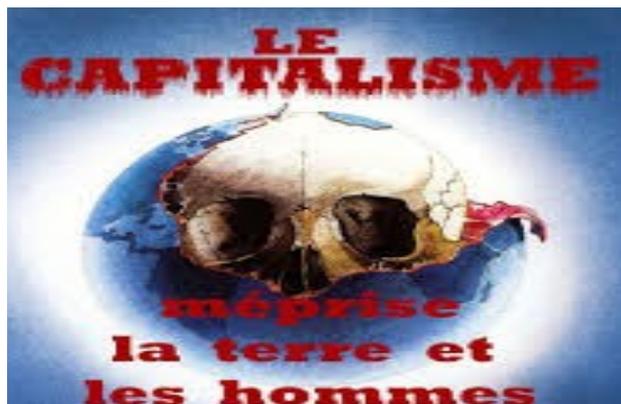
Le monde n'est pourtant pas à la fin du cauchemar.

Les chercheurs ont déjà identifié plus de neuf cent nouveaux virus et souches jusqu' alors inconnues de coronavirus comparables à celui du SRAS (Syndrome respiratoire aigu sévère). Tous ces virus ont un rapport direct avec la liquidation des espaces naturels. Au lieu de donner aux chercheurs les moyens d'exercer une surveillance étroite de ces agents susceptibles de mutations dangereuses pour l'homme, TRUMP encore lui, vient de décider de supprimer les crédits affectés à cette recherche. Dans son élan « diabolique » il a également décidé de réduire de plus de moitié la contribution de son pays au budget de l'organisation mondiale de la santé (OMS).

Pour ces hommes de paille du grand capital peu importe que les virus se développent. L'essentiel c'est que cela permet de fabriquer des vaccins qui rapportent des milliards de dollars ou d'euros. Dès lors on ne comprend que mieux leur rage contre les militants qui de par le monde en appellent à rejeter leur logique mortifère, contre CUBA qui avec les succès que l'on sait, s'attache à œuvrer pour une autre logique sanitaire basée sur la prévention pour le renforcement des défenses immunitaires de la population et sur l'intrusion dans la pharmacopée d'un maximum de plantes du pays qui ont démontré leur efficacité.

L'URGENCE ABSOLUE : BATIR UN AUTRE MONDE CONSTRUIRE UNE AUTRE MARTINIQUE SOUVERAINE

Nous avons vu à quelle vitesse une épidémie frappant la CHINE, la CORÉE, le JAPON, l'ITALIE est parvenue jusqu'à nous à des milliers de kilomètres. Toutes les problématiques



liées à la santé nous concernent directement.

Il est de notre devoir de porter notre contribution à la lutte des peuples du monde pour la sauvegarde de notre planète commune menacée gravement par les rapaces capitalistes agoulou gran fal qui ne pensent qu'à leurs profits immédiats au détriment de l'intérêt collectif.

Notre contribution à cette lutte c'est d'abord de défendre notre propre biodiversité, vouée dans le cadre colonial actuel à la destruction. D'intégrer notre propre pharmacopée nos nombreuses plantes connues pour leur propriétés anti bactériennes et anti virales. Autrement dit de prendre en mains les affaires de notre pays, d'œuvrer pour la conquête de notre souveraineté y compris notre souveraineté sanitaire. La légèreté voire l'indifférence dont fait preuve l'état colonialiste à l'égard de notre peuple doit nous y inciter.

La décolonisation de nos esprits, la décolonisation de notre pays est plus que jamais à l'ordre du jour.

Que cette crise sanitaire que nous vivons en ce moment nous incite à redoubler de mobilisation pour la défense du droit fondamental que nous partageons avec toute l'espèce humaine, le droit à la vie.



**APRÉ KOWONAVIRIS
FOK PA JÉ-A BOUT !
FOK NOU BAT POU
AN LOT LIMANITÉ
AN LOT MATINIK**

LIQUIDATION DES CONGÉS BONIFIÉS

NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LES ACQUIS DES TRAVAILLEURS

Les attaques du gouvernement français contre les congés bonifiés des fonctionnaires originaires des colonies, ne datent pas d'aujourd'hui. Maintenant MACRON et son équipe entendent les liquider de manière larvée. Voyons comment.

LES ATTAQUES DEPUIS AVRIL 2009

En février 2019 le projet du gouvernement prend forme.

Il s'agit purement et simplement de supprimer la bonification des 30 jours. Ainsi que la prise en charge des billets d'avion des agents et leur famille à laquelle s'ajoute la suppression de l'indemnité de vie chère (40%) pour les agents en congé désormais « bonifié ».

Nos compatriotes de l'émigration en France ont bien compris que le retrait de ce projet ne peut s'obtenir qu'au moyen d'une mobilisation de grande ampleur.

Les organisations syndicales à l'initiative de la CGT organisent plusieurs manifestations pour refuser ce recul sur un acquis obtenu par la lutte, devant les Ministères « de l'action et de comptes publics » et « des Outre Mer » entre Mars et Décembre 2019.

- le 28 Mars 2019 à Bercy
- le 09 Mai 2019, au Ministère « des Outre-Mer »
- le 17 Juin 2019 à Bercy
- le 14 Novembre 2019 à Bercy.

Les mobilisations contraignent le gouvernement à différer la publication des Décrets portant application de la réforme. Elles l'amènent aussi à « l'adoucir » mais sans perdre de vue l'objectif final à savoir la liquidation pure et simple de ce régime de congé.

QUE DIT LE NOUVEAU PROJET DU GOUVERNEMENT ?

Le congé bonifié qui est de deux mois tous les 3 ans serait réduit à 1 mois tous les deux ans avec 2 jours de délai de route. On s'achemine ainsi vers une liquidation progressive des congés de plus en plus « bonifiés ». Mais dans le même

temps les fonctionnaires français (métropolitains comme ils le disent), travaillant chez nous conserveront le régime en vigueur c'est à dire un congé bonifié de 2 mois tous les 3 ans.

La discrimination coloniale est flagrante.

Pour faire passer la pilule il est prévu de laisser aux actuels bénéficiaires d'opter entre l'ancien et le nouveau système. Les nouveaux fonctionnaires seraient assujettis au nouveau régime.

Des concessions à la marge apparaissent comme le maintien de la prise en charge des billets d'avion et de l'indemnité de vie chère durant le séjour.

La durée de la limitation de vie de ces congés bonifiés marque clairement la volonté gouvernementale de s'orienter vers leur suppression progressive.

ET MAINTENANT ?

Il est clair que les mobilisations même insuffisantes n'ont pas été vaines.

Le gouvernement a sans doute préféré reporter la publication du Décret portant application de la réforme de manière à limiter la défaite électorale de son corps politique aux élections municipales de Mars 2020.

Diverses initiatives sont en cours ou à venir : saisine des parlementaires, recours juridiques de la publication du Décret au nom de, la rupture de l'égalité des fonctionnaires selon leur origine.

Ce nouveau coup porté aux conquêtes des travailleurs ne fait que mettre en évidence la nature profondément réactionnaire de ce gouvernement et de son président dit de riches. En instituant une discrimination entre les fonctionnaires il étale comme l'ont fait ses prédécesseurs son essence raciste et colonialiste.

(Nous reviendrons prochainement sur la juste lutte que mènent nos compatriotes en France pour leurs droits)

LE 1ER MAI : TOUJOURS AU CŒUR DES TRAVAILLEURS



Situation sanitaire oblige, ce 1er Mai 2020 sera particulier. Il restera cependant au cœur des travailleurs qui aujourd'hui encore ont toutes les raisons pour ne pas baisser les bras et se laisser endormir par les belles paroles d'un gouvernement aux ordres du grand patronat qui ne perd pas une occasion de s'en prendre aux conquêtes sociales, fruits de longues luttes ouvrières.

Un exemple : En plein confinement pendant que la population est invitée à garder la maison, le gouvernement français et sa majorité parlementaire s'en prennent au code du travail en imposant des mesures dérogatoires qui avec des tours de passe-passe deviendront définitives.

Ainsi elles permettent d'imposer des heures supplémentaires non payées en tant que telles, d'intégrer des jours de congé pendant la durée du confinement imposé...

Or un confinement n'est vraiment pas un congé mais une obligation.

Ainsi le travailleur qui espérait disposer de quatre semaines de congé n'en aura plus que trois. C'est tout bon pour le patronat qui en plus de gagner une semaine sur le salarié se verra indemnisé de ses pertes pour la période d'inactivité de son entreprise. De la pure entourloupe macronienne.

Les travailleurs ne doivent pas s'illusionner sur la mise entre parenthèses de la scélérate réforme des retraites qui dès la crise passée sera à l'ordre du jour.

Il n'échappera pas non plus aux travailleurs que la diminution des dotations publiques im-

payées aux secteurs de la santé est à l'origine du sous équipement des hôpitaux gravement ressenti en cette période de pandémie galopante.

Les salariés de la fonction publique auront en mémoire le gel des salaires décrété depuis des années par les différents gouvernements quand dans le même temps des cadeaux farmineux sont accordés au patronat sous les formes les plus diverses.

Les fonctionnaires immigrés bien malgré eux en France auront présent à l'esprit le projet du gouvernement de liquider leur congé bonifié.

Tous les travailleurs se souviendront de la restriction de leur pouvoir d'achat du fait de la multiplication de taxes et de l'augmentation des impôts.

Les retraités ne pourront pas oublier les coupes sombres imposées à leur retraite du fait de l'augmentation de la CSG mais aussi des restrictions des prestations de la Sécurité Sociale.

Les jeunes chômeurs sans perspective d'avenir et contraints à l'exil apprécieront les « bienfaits » de la société capitaliste et du système colonial.

Les jeunes militants anti-empoisonnement de notre peuple victimes des injures, des menaces, des poursuites judiciaires, des tracasseries policières, se souviendront que le 1er Mai c'est aussi leur journée aux côtés des travailleurs du monde entier.

C'est bien l'ensemble de notre peuple qui a toutes les raisons, malgré le contexte sanitaire, de porter dans leur cœur ce 1er Mai, journée internationale de lutte des travailleurs.



LE 1er MAI

«JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS» SYMBOLE DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS À TRAVERS LE MONDE

QUELQUES DATES :

L'histoire du 1er mai a commencé aux États-Unis, en 1884 quand les syndicats décidèrent de faire grève pour imposer la durée d'une journée de travail de huit heures.

Le 1er mai 1886 des centaines de milliers d'ouvriers manifestent dans les rues, dans plusieurs villes des USA. Des affrontements ont lieu plusieurs ouvriers sont tués, des manifestants arrêtés sont condamnés à mort et pendus le 11 Novembre 1887. Ce jour a été qualifié de « Vendredi Noir », « Black Friday », jour que les capitalistes ont transformé en journée commerciale de promotion pour les fêtes de fin d'année qui a envahi le monde.



En 1889 les ouvriers décident de faire de cette revendication une exigence pour que tous les gouvernements dans tous les pays, fixent la durée légale journalière à 8 heures. Ils décident la création de la « Journée internationale de revendications des travailleurs ». La date retenue est celle du 1er Mai, date symbole de la lutte et en hommage aux victimes du 1er Mai 1886. L'appel à la grève et à la manifestation disait : « Le 1er mai, les frontières se trouveront effacées et dans l'univers entier on verra uni ce qui doit être uni, et séparé ce qui doit être séparé : d'un côté les producteurs de toute richesse, que sous couleur de patriotisme on cherche à jeter les uns contre les autres ; de l'autre les exploités de tout ordre. »

Le 1er Mai 1891 une grande journée de grève et de manifestation est organisée dans le monde.

En France il y eut de graves échauffourées, à Paris notamment place Clichy, et cette journée est restée dans l'histoire comme celle du massacre de Fourmies, ville située dans le Nord où les ouvriers et leurs familles ont été fusillés par les forces de répression. Bilan : une dizaine de morts, des dizaines de blessés.

Depuis, le 1er mai est le jour où les travailleurs manifestent pour rappeler les luttes et les conquêtes ouvrières et renforcer le mouvement ouvrier pour le progrès social. C'est la « journée internationale des travailleurs ».

Il est diversement évalué et considéré.

Dans certains pays ce jour est chômé, ou chômé payé, ou férié, dans d'autres il est ignoré.

Certains comme aux USA, ont institué un « jour du travail » à une autre date pour lui enlever sa caractéristique de lutte. Certains la dénomment « Fête du travail »...

En France, au lendemain de la guerre 1914-1918, en Avril 1919, est ratifiée la journée de 8 heures et le 1er mai est un jour chômé en 1920. Cette année il y a un siècle !

En 1936 le 1^{er} Mai connaît de grandes manifestations à la veille des élections législatives qui ont lieu le 3 Mai donnant la victoire au Front Populaire qui va appliquer la semaine de 40 heures, les deux semaines de congés payés, la reconnaissance du droit syndical...

1^{er} MAI 1886

Manifestations de Chicago à la suite desquelles 5 anarcho-syndicalistes sont pendus après une parodie de justice.

A cette époque, les syndicats décidèrent de commémorer leur sacrifice par une journée internationale de luttes ouvrières.

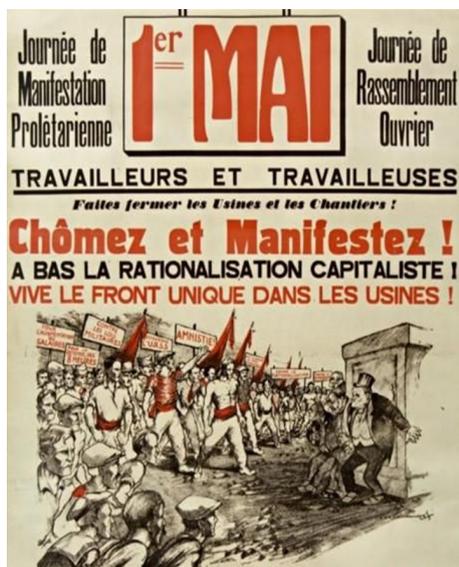
En rendant cette journée chômée et payée l'Etat, représentant du capitalisme, dénature son caractère révolutionnaire en la transformant en « Fête du Travail » et du Muguet.

Travailleur ne fête pas ton asservissement, combat pour ton émancipation.



LE 1^{ER} MAI

« JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS » SYMBOLE DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS À TRAVERS LE MONDE



En 1937, l'État décide de faire du 1^{er} Mai un jour férié. Le 1^{er} Mai 1941 le nazi Pétain dont la devise était « Travail, Famille, Patrie » l'a dénommé « Journée nationale du travail » pour lui enlever le caractère international et de lutte, et l'a proclamé comme journée de réjouissances. Ce même jour il renforce les dispositions légales contre les syndicats et prône une « *concorde sociale* », en réalité une collaboration de classes, décrétant le 1^{er} mai comme "Fête du Travail et de la Concorde Sociale". Il remet à la mode la coutume ancienne de la royauté où des brins de muguet étaient offerts aux dames de la noblesse, comme souhait de bonheur, les clochettes étant considérées comme les larmes de la vierge Marie. Ceci visait à effacer le rouge de l'églantine qui prévalait depuis un demi-siècle dans les manifestations du premier mai en hommage aux victimes de la répression.



Cette pratique d'offrir un brin de muguet ce jour, depuis quelques années par mimétisme d'aliénation a été importée en Martinique et le muguet venu de France se vend partout dans les rues.

La dénomination officielle adoptée par le régime de Vichy, est celle de « Fête du Travail » qui est largement utilisée jusqu'à maintenant.

Au lendemain de la guerre 1939-1945, en Avril 1947 le gouvernement décide que le 1^{er} Mai est chômé payé.

Le 1^{er} mai jour férié, est la « journée des travailleurs » et non la « fête du travail ».

Le 1^{er} mai est un jour de commémoration à l'égard des travailleurs qui ont lutté, versé leur sang, perdu la vie, pour obtenir des droits.

Le 1^{er} mai est une journée de revendications et de solidarité internationale.

Le 1^{er} mai est symbole des luttes contre le capitalisme.

De plus en plus ce jour a tendance à être considéré comme une journée de festivités, escamotant sa véritable nature.

Il a un contenu de lutte de classe, les masses populaires doivent manifester pour l'affirmer.

Face à l'agressivité de la bourgeoisie qui remet en cause toutes les conquêtes des travailleurs, soyons toutes et tous vigilant-es et uni-es pour défendre et vi-



vifier le 1^{er} Mai.

**VIVE LE 1^{ER} MAI !
VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS !**



An travay ou antravè ?

Té ni an tan, Matnik.
Lopital té ka wouvè bra'y pou swen moun
Epi an matènitè adan'y, adan pliziè komin.
Moun té ka jis mandé doktè
Pasé dé-twa jou ripo lopital,
An plézi viv an koté ou ka fè kanmarad.
Té ni rantré-sòti épi an tjè kontan.
Jòdijou, Matnik.
Anchay komin pa ni matènitè ankò.
Matènitè souvan lwen,
Madanm pé akouché an chimen.
Malad ka rantré-sòti malanpwen lopital.
An larmé maladi ka atajé,
An popilasion viktim ka gwosi,
Pa ni ti lopital bien étjipé adan pliziè komin
Pou swen malad vitman présé.
Gwo bri ka kouri, pliziè lopital pou fèmen.
Es tiré lopital an mitan malad
Ka fè maladi disparet?
Si moun responsab lasanté pé kwè sa,
Lespri-a pa an travay, lespri-a antravè.
Jòdijou, Matnik.
An malad an grand soufrans,
Fok sav sa i ni, vitman présé.
Etjipman ka mantjé adan lopital bòkay.
Fok rivé lwen, vitman présé,
Magré anboutéyaj,
Adan an lopital santral
Ki pou travay vitman présé.
Vitman présé pa ka rivé,
Ki pou wè doktè, ki pou sav sa i ni.
Anchay alé-vini moun an blouz lopital,

Pa ka déplen koulwa épi moun ki malad.
Es sé sa an bon travay pou lasanté?
Oben an mové larel pou lasanté ?
Pou péyi-nou, jòdi épi dèmen.
Pa ni ladjè ki ladjè kont moustik
Pou asiré, apré ladeng, apré chikoungounia,
Moustik pa kay fè dot déga.
Katastrof péyi-a pé chayé moun lopital.
Tranblannmantè, siklòn, sounami,
Kansè ka simen lanmò san rété...
Tout lopital pou gadé lapot-yo bien wouvè.
Gran malè pé sòti andéwò.
Jòdi, sé kowonaviris ki déklaré gwo ladjè.
Menm gran péyi san zam pou koubaré'y.
Pou Matinitjé, mi pwoblem!
Sel, tousel koté pou riposté
Mantjé é minision é réjiman, tou paré.
Travay an tan ladjè, es sé travay antravè ?
Pou péyi-nou, jòdi épi dèmen.
Wè malad kouché asou tout li lopital,
Oben pa fè twop moun rantré lopital?
Politik pou lasanté pou pran an bon larel.
Mizé asou an fòmasyon lékol pou lasanté,
Mété an lanmod manjé ki fet pou lasanté,
Pangad sa ki podui bòkay,
Pangad sa ki sòti ayè.
Konnet épi fè konnet lasanté sa sa yé,
Pou kò toutmoun rivé ripousé maladi.
Ayen pa pou fet san asiré
Lasékirité épi lasanté ba désandan-nou.
Désandan-nou sé pwolonjman lavi-nou.
Sa sé travay sérié, sé pa travay antravè.

J.GALONDE



CRISE SANITAIRE ET INCURIE ETATIQUE.

C'est le 11 mars 2020 que l'Organisation Mondiale de la Santé a utilisé le terme de pandémie vu l'ampleur de la contamination par le COVID 19 dans le monde dû au caractère extrêmement contagieux de ce virus.

Son origine est actuellement inconnue même si les spécialistes pensent qu'il s'agit d'un virus venant du monde animal qui a passé la barrière humaine.

Il est de la famille des SRAS (Syndrome respiratoire aigu sévère). Son nom officiel est SRAS-COV2 (2 car c'est le second) et COVID-19 (19 car il est apparu en 2019) selon les normes de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé).

Le premier SRAS, SRAS-COV1, date de 2002/2003. Il avait aussi surpris par sa virulence et sa létalité. Il avait touché 26 pays, principalement en Asie. Néanmoins, il avait conduit les épidémiologistes à poser les bases d'une analyse indiquant qu'un tel phénomène pouvait se reproduire et qu'il fallait s'y préparer. En 2005, l'OMS a publié un rapport sur ce thème.



La réalité est que la plupart des États dont la France ne s'en sont pas préoccupés.

La politique ultralibérale qui domine la planète consiste avant tout à limiter la dépense publique et donc les services publics au bénéfice du privé.

Dans ce cadre, si on est prêt à laisser les industries du médicament à faire de grands profits, on ne peut se préoccuper à élaborer des politiques sanitaires satisfaisantes pour la totalité de la population. La pratique ultralibérale rend difficile sinon impossible une telle politique correspondant aux intérêts des plus nombreux d'autant qu'elle implique des investissements humains et matériels à long terme n'entrant pas dans le cadre d'une politique de profits.

D'ailleurs, cette inaptitude est illustrée par le pusillanisme de la lutte contre la grippe.

La grippe (on devrait dire les gripes) est une maladie qui se renouvelle chaque année avec des pics épidémiques assez réguliers. Ainsi, il y a eu la grippe aviaire qui provoqua une épidémie du H5N1 en 2006 puis la grippe A H1N1 de 2008 à 2009 qui s'est renouvelée

déjà deux fois par un cycle de 4 à 5 ans. Depuis 2019, nous étions d'ailleurs en pleine montée d'une épidémie de grippe H1N1. Elle a fait des milliers de morts, principalement parmi les personnes âgées.

Là aussi, l'OMS a eu l'occasion de mettre en garde les États sur la nécessité de politique



de prévention.

En 2007, suite à l'épidémie de grippe aviaire, le gouvernement français décida de créer un établissement devant mettre en pratique les recommandations de l'OMS. Mais sous les coups de boutoirs de la cour des comptes et des intérêts égoïstes, ce projet vola en éclat dès 2010.

Ceci explique que la France n'était pas préparée tant pour l'épidémie de H1N1 qui commença l'année dernière que pour la pandémie de coronavirus.

Pour camoufler leur responsabilité, les autorités des USA et de l'Europe ont suscité une campagne contre la Chine, contre l'OMS accusée d'avoir aidé la Chine, rendue responsable du coronavirus et de sa propagation. Ainsi, les dirigeants US, en premier lieu n'ont cessé de parler de « virus chinois ». Si les européens n'ont pas été si caricaturaux, ils ont parlé de mensonges, de propagande de chiffres faux.

L'analyse des faits démontre le contraire. Même l'OMS, dans ses rapports des 30 janvier et 15 février a considéré, sans preuve contraire, que les autorités chinoises ont su



CRISE SANITAIRE ET INCURIE ETATIQUE.

faire face à cette épidémie fulgurante.

Les premiers cas sont apparus dans la ville de Wuhan (Province Hubei) en décembre 2019. C'est au fur à mesure de la progression des cas et de la connaissance du virus que les autorités chinoises vont réagir. La première mesure sera prise en décembre 2019 par la fermeture du marché de fruit de mer Hunan identifié comme épicode de l'infection. Mais rapidement, face à la contagion de ce qui devient une épidémie, les autorités sanitaires vont prendre des mesures de plus en plus drastiques : mi-janvier, confinement dans la ville (comme ce que connaît la France depuis le 17 mars) et puis au cours de février on va passer à un cran au-dessus avec interdiction totale de sortir (les gens étant nourris par les comités de quartier), dépistage systématique, isolement des porteurs même asymptomatiques.

Les scientifiques ont identifié au mois de janvier qu'ils étaient en présence d'un SRAS transmissible à l'homme et l'information a été communiquée à l'OMS. La séquence du génome a été faite le 23 janvier 2020 alors que le premier article scientifique sur 41 cas a paru le 24 janvier 2020.

A l'époque (en janvier et février), on a fait un procès au gouvernement chinois ou d'avoir agi trop lentement, et/ou avoir porté atteinte aux libertés individuelles.

Sur la lenteur, les chinois estiment eux-mêmes (les autorités de ce pays ont fait une autocritique sur ce point et même honoré le premier médecin qui avait révélé les faits et avait été réprimandé) que les premières mesures de confinement auraient dû être prises au début du mois de janvier et ceci de manière radicale. Le scientifique GAO a clairement dit qu'ils ont pris du temps pour se rendre compte du caractère contagieux, fulgurant et sournois du virus.

Néanmoins, entre les premiers cas et les premières mesures de confinement, il y a eu environ un mois.

En France, le premier cas date de 20 janvier 2020 à Bordeaux et le premier mort du 15 février à Paris (les autorités vont minorer cette

mort en disant qu'il s'agissait d'un chinois). Entre cette date et la première mesure de confinement, le 17 mars, il y a plus d'un mois !

On ne parlera pas des USA où Trump a été dans le déni pendant des semaines pour des raisons idéologiques.

Les critiques contre les supposés mensonges des chinois sont d'autant plus étonnantes que l'OMS a publié dès le 30 janvier 2020 un rapport soulignant une « urgence de santé publique de portée internationale ».

En bref, les autorités françaises ont passé tout le mois de février sans rien faire de sérieux pour prévenir et combattre l'épidémie dans leur pays. Avant qu'elle parte dans sa campagne électorale à Paris, Buzyn, ministre de la santé, a déclaré le 21 janvier qu'il y avait peu de chance que l'épidémie touche la France (elle utilisera l'expression « pratiquement nulle » quelques jours plus tard)! Jusqu'à la première décade de mars, le nouveau ministre Véran n'a rien dit d'autre !

Fondamentalement, les Européens et les USA ont espéré de manière égoïste que le SRAS 2 fasse comme le SRAS 1 à savoir rester en Asie. Ils ont eu tort et leurs peuples s'en mordent les doigts et comptent leurs morts.

Le gouvernement français face à l'épidémie a dû, à compter du 15 mars, (date à laquelle les restaurants et bars sont fermés, deux jours après les écoles) se rendre à l'évidence qu'il ne passerait pas entre les gouttes. N'étant pas préparé, et les hôpitaux n'ayant pas de moyens il a commencé à raconter des idioties sans nom. Ainsi, la porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye, a osé dire le 19 mars,

parce qu'il n'y avait pas de masques, que « ceux-ci n'étaient pas nécessaires.

Elle a même prétendu le 25 mars que Macron n'en portait pas, ce qui fut démenti le jour même quand le président français alla à Mulhouse.

On a trouvé aussi en Martinique un médecin aux ordres, chef de service au CHUM en infectiologie, soutenir une telle absurdité.

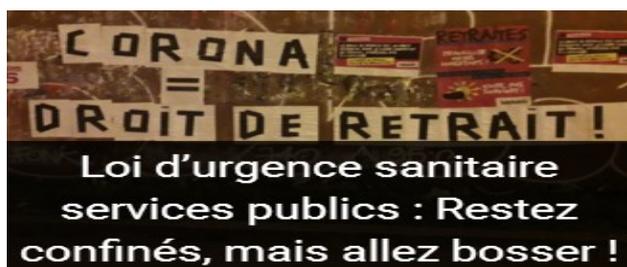
La négation de la réalité, on l'a aussi trouvé aux USA avec Trump et au Brésil avec Bolsonaro.

L'AMOUR AU TEMPS DU CORONAVIRUS



La face cachée du Macronavirus avec un masque FFP2 « inutile » !

CRISE SANITAIRE ET INCURIE ETATIQUE.



Ce ne sont pas les chinois qui ont menti, ce sont les impérialistes qui font de la propagande.

Quant au reproche sur les libertés individuelles, on en est revenu aujourd'hui avec la loi française d'urgence sanitaire ! Sauf qu'il est vrai que cette loi préserve les intérêts des capitalistes alors que les chinois ont tout arrêté sur le plan économique.

Au regard du caractère contagieux, le confinement est, selon les scientifiques, la seule réponse pour faire face à la contagion.

La réalité était que la France n'était pas prête pour faire face à cette pandémie et qu'en tout état de cause, le gouvernement a tardé à réagir en dépit des informations qu'il détenait de l'OMS ou des chinois. Il faut dire que son obsession était l'économie et non la santé !

Le confinement aurait dû être fait plus tôt, les élections auraient dû être reportées, les masques commandés et/ou fabriqués dès janvier. Bref, la mise en scène de Macron à la mi-mars a deux mois de retard.

Nul doute qu'une partie des morts sont de la responsabilité de cette incurie gouvernementale.

Et les morts sont si nombreux dans les pays de l'Europe et aux USA qu'une campagne a été lancée disant que les chinois ont menti quand ils ont dit n'avoir que 3316 décès. La province d'Hubeï qui a été l'épicentre de l'épidémie en Chine et a concentré plus des 80% des malades et morts a pratiquement autant d'habitants (60 millions) que la France. Or, au

10 avril, il y avait plus de 13 000 morts en France, 17 000 en Espagne, 19 000 en Italie et 20 000 aux USA !

On peut discuter longtemps sur l'origine de telles épidémies. Beaucoup pensent que c'est le bouleversement des faits naturels qui engendrent de tels désordres. Mais, il n'est pas normal que dans des sociétés modernes aussi technicisées qu'elles ne soient pas prêtes à affronter une épidémie.

Nul doute que dans les cartons des gouvernements occidentaux il y a des plans de guerre avec des planifications et programmations.

Il est scandaleux que ce ne soit pas le cas pour la santé. Il n'y a pas de doute que c'est la vision à court terme, l'unique recherche du profit, la mise en cause de l'intérêt général au bénéfice des intérêts particuliers qui expliquent ce grave manquement.

On voit ainsi qu'un pays comme Cuba, selon les critères capitalistes, pauvre en ressources, est mieux armé pour affronter une telle crise



sanitaire.

En Martinique, il n'y a même pas de plan d'urgence pour un éventuel séisme car les occupants de la Préfecture et de l'ARS ne sont que de passage et totalement désintéressés du sort réel de la population.

Quant à la CTM, elle n'a aucun pouvoir sur ces questions.

Cette crise sanitaire doit nous pousser à la réflexion sur les vraies priorités pour notre peuple.



ADAN KONBA KONT KOVID-19 SÉ SOLIDARITÉ KI POU DOUVAN DOUVAN !

Nou an mitan an batay ki pann wo, é pou kiles nou pa té préparé.

Sa fè ki tout moun ka gadé wè ki manniè sa ka pasé ek kabéché pou ni an lidé pou pé sòti an bagay tala. Mé kon adan tout konba fok pa nou kité bagay la pran tèt nou, fo pa nou mété an zagriyen an tèt nou, ki anpéché nou viv silon labitid ki ta nou, silon mès nou ki sispann: véyé moun mò, lantèman, wè épi risivrè kanmarad épi lafanmi, alé an jaden, lanmes, mawché, swaré bèlè, pak ka rivé pé ké ni lariviè ni lanmè.....épi dot. Fok pa nou tonbé adan an panik jénéral ki sé mové bagay.

Sa pa vé di ki fok pa pran pokosion pou nou pa trapé viris-la ek nou pa ba dot moun li, si nou pri, pas sé yonn a lot, yonn épi lot, é sé si chak moun fè sa ki fo, ki pèp nou pa ké soufè trop.

É la fok nou voyé fos ba lé moun ki pran fè, ek ba sa ka fè sa yo pé pou soulajé yo ek pou sové yo.

Nou oblijé viv an manniè chanboulé, menm pou dé bagay nou pé di tjou-poutet, mé an péyi nou, koté tout malédision lanati pé pòté, pé tonbé anlè nou, tranblad latè pé soukwé, siklòn pé vanté, dlo pé monté, radmaré pé déboulé, volkan pé pété, sounami pé frapé, nou ni tjè ki fo pou doubout, pou nou tjenbé wotè fok tjenbé. Adan tout sé model mové tan kon sa, ni ki ka soufè pasé dot, ni ki ka pran bon fè, ni sa pèd ta yo-a. Mé an mitan tèt nou fo nou sav ki sé fos chak moun épi sa i ni an fon tjè'y ki pé ba nou tout an balan pou pasé mové pas-la, ek sé fos chak moun ka poté, ki ka fè ni lapot ka ouvè, pou nou wè an limiè.

Sé kolé tèt kolé' zépol, sé solidarité ki met, sé pa anlè sa ki lwen pou atann, sé vwazen, vwazin ki fanmi, ki zanmi.

Mé fok pa nou pa wè klè, ek nou pa miziré ki si nou ka pran fè wotè sa, sé pas gouvelman kolonialis fransé, ki ka chaché vèglé nou, pa fè sa ki té fo pou santé nou, pou pwotéjé nou, kon yo pa fè sa ki té fo épi klordékòn, épi pestisid.

Dépi mwa janvié yo sav sa ki té ka vini, pep nou té za wè sa ki té ka pasé, ki yo pa té ka fè sa ki fo, sé pou sa an diféran model manniè i mobilizé pou té koubaré bagay-la, pou té fòsé gouvelman pran dé désizion pou pwotéjé péyi nou. Gouvelman ek sousè yo isi a, yo pi chaché méprizé sa ki té ka chaché solision, té ka bat an manniè pou nou pa té pran trop fè, mé yo pa fè ayen.

Sé pou sa pèp nou pé pa fè yo konfians adan ayen.

Sé nou ki pou otjipé santé nou, sé nou menm ki pou garanti divini nou.

Pou sa, fok nou mobilizé pou nou pété chenn épi kiles yo maré nou, pou nou sòti anba jouk kolonialis fransé.

Viv solidarité pèp nou nan konba kont Kowonaviris-la !

Annou sanblé tout fos nou adan konba-tala, épi menm fos-la, ansanm ansanm, nou ké menmen konba pou libérasion pèp nou !



CORONAVIRUS ET CAPITALISME : DEUX FLEAUX A COMBATTRE

Une des premières réactions du gouvernement US au drame que vivait (seul à ce moment) le peuple chinois a été celle du Secrétaire d'État du commerce, Wilbur Ross, qui déclarait le 30 janvier que le coronavirus « pourrait accélérer le retour d'emploi aux USA ».

Manifestement, il a dit tout haut ce que beaucoup pensaient et même espéraient, à savoir qu'un effondrement ou un ralentissement de l'économie chinoise allait bénéficier aux économies des pays impérialistes. Bref, les dirigeants du monde capitaliste ont apprécié le drame que vivait le peuple chinois (pensant à ce moment être préservés) comme une aubaine. Rappelons que, Trump, le chef de file de leur civilisation blanche et chrétienne, est depuis deux ans en guerre commerciale avec la Chine. Leur premier réflexe, primaire teinté de racisme, a été de se réjouir que cette épidémie ébranle l'économie chinoise.

Mais rapidement après la joie, ce fut le doute.

En France, l'une des premières déclarations

délocalisation crise
NE PAS
libéralisme technocratie
SE TROMPER
augmentation des prix
chômage DE précarité
inégalités
COLÈRE

sur les effets économiques du coronavirus d'un dirigeant français a été celle, le 13 février, du ministre de l'économie Bruno Le Maire qui considérait que la crise en Chine allait coûter un point de croissance

mondiale. A cette période, le ministre de la santé déclarait que le risque d'épidémie était « faible ».

On oubliait une chose fondamentale, la place essentielle de la Chine dans l'économie mondiale. Lors de la précédente épidémie (le SRAS 1 en 2002/2003, l'économie chinoise pesait 8% dans le monde. Depuis, donc en une quinzaine d'années, le chiffre est passé à 20% de la richesse mondiale. De nombreuses productions ne sont faites qu'en Chine et d'autres ont besoin des produits chinois pour être élaborés et finis. De même, plusieurs matières premières sont achetées par la Chine qui en est devenu le premier consommateur. La mise à l'arrêt de son économie ne pourrait donc que déstabiliser toute l'économie mondiale et aussi

le marché des matières premières.

L'imbrication des économies est telle que l'arrêt de l'économie chinoise a un effet sur toute l'économie mondiale.

C'est ainsi que les bourses commencèrent à baisser.

Les gouvernements comprirent que l'effet économique du coronavirus serait nettement plus important qu'ils ne le pensaient initialement.

Ils adoptèrent donc une autre posture visant à prendre des mesures pour sauvegarder le système économique actuel.

Cela se fit cahin-caha. Les USA prirent beaucoup de temps pour faire le congrès voter une aide massive de 2000 milliards de dollars. En Europe, la Banque Centrale Européenne ouvrit le feu en permettant de lâcher sur les taux de crédit. La Commission Européenne prit une décision absolument nouvelle en permettant aux 27 états de dépasser leur déficit annuel de 3% habituellement imposé.

Aujourd'hui encore, il existe des divergences entre les 27 sur l'importance à donner à ce qu'ils appellent « la relance ».

L'Espagne et l'Italie, les pays aujourd'hui les plus touchés par l'épidémie, souhaitent que l'Europe garantisse des « coronabonds » ce que l'Allemagne et les pays Bas refusent en proposant d'utiliser un système déjà mis en place lors de la crise bancaire de 2008.

Cet article n'a pas pour objet d'expliquer les divergences internes à l'Union Européenne. Soulignons quand même l'égoïsme du capital allemand vis-à-vis des pays du sud de l'Europe et la capacité que Berlin a de diriger l'UE. Cela donne un coup au mythe du couple franco-allemand.

L'exemple chinois a montré que le confinement et l'arrêt de l'essentiel de l'activité économique était le principal moyen. Les scientifiques occidentaux ont confirmé ce choix et c'est faute de l'avoir mis en pratique plus tôt que l'épidémie a pris de tels effets en Europe puis aux USA.

Les dirigeants se sont trouvés donc devant une situation absolument nouvelle à savoir devoir arrêter le fonctionnement de la société pour lutter contre l'épidémie.

On peut considérer que le retard à prendre la décision d'un confinement s'explique principalement par la volonté de ne pas mettre en danger l'économie.

CORONAVIRUS ET CAPITALISME : DEUX FLEAUX A COMBATTRE



Il est remarquable qu'en France, tant Macron que Lemaire, n'ont cessé jusqu'au 10 mars d'expliquer qu'il fallait préserver l'économie des effets de la pandémie.

En Chine qui est un pays à économie planifiée et où l'état dirige l'essentiel de l'activité économique, il n'a pas été difficile d'arrêter l'économie, la plupart des travailleurs gardant leurs salaires.

Dans un pays intégralement capitaliste, cela n'est pas aussi simple car les maîtres de l'économie n'entendent pas se laisser guider par un État qui se doit d'être à leur service et non à celui du peuple.

En fait l'économie a continué à fonctionner pour l'essentiel, les principaux touchés par le confinement étant les petites structures.

Ce n'est pas un hasard si la réglementation permet que n'importe quel travailleur « puisse » (en réalité il y est obligé sinon il est licencié) déroger au confinement s'il ne peut utiliser le télétravail. Or, la grande masse des salariés ne peuvent utiliser le télétravail. En fait, mis à part les cadres, la grande masse des travailleurs doit aller au boulot.

En fait, c'est le patron qui a le maître mot en décidant qui « télétravaille », qui vient au travail etc....

La loi d'urgence sanitaire et l'ordonnance du ministère du travail a encore plus déséquilibré le rapport patron/salarié en donnant au premier des pouvoirs qu'il n'avait pas auparavant. Et un des enjeux de demain est de savoir si le patronat ne va pas en profiter pour pérenniser cette situation. Cela porte sur des éléments importants à savoir le temps de travail, l'imposition des congés payés etc...

Ce qui caractérise cette réglementation votée à la va-vite c'est qu'elle est faite avant tout au bénéfice des puissants, des patrons et plus généralement de la classe possédante.

Ainsi, en permettant et facilitant la mise au chômage partiel des salariés, le gouvernement fait croire qu'il permet ainsi d'éviter des licen-

ciements. La réalité pratique est qu'au travers du chômage partiel (un salarié sur 4), on va faire un établissement public (Pôle Emploi) financé par le contribuable, payer en partie le salaire à la place des patrons sous forme d'indemnité !

Ainsi, ou les travailleurs doivent aller travailler en dépit de leur santé ou ils sont mis en chômage et perdent une partie de leurs revenus.

Et, le pouvoir a osé présenter cela comme équitable !

On notera que si le gouvernement a quand même décidé le maintien du versement des

**MALGRÉ LE CONFINEMENT,
NE RESTONS PAS ISOLÉ.E.S
ORGANISONS LA SOLIDARITÉ !**

« minima » sociaux, il n'a pris aucune décision quant à une éventuelle suspension du paiement des loyers, de l'électricité, de l'eau et autres besoins absolument nécessaires aux masses populaires.

En revanche, le gouvernement a prévu une aide immédiate de l'état pour les entreprises qui ont dû fermer, pour celle dont le chiffre d'affaire aura baissé de plus de 70%. En outre, l'état garantit des prêts bancaires pouvant représenter 25% du chiffre d'affaire de 2019 !

Toute cette démarche vise à faciliter et aider financièrement le patronat et avant tout le patronat.

Il faut aussi insister sur le fait que dans un pays comme le nôtre où l'économie souterraine est importante, les travailleurs au noir, les djobeurs n'auront aucune aide sinon l'aide sociale qui est maintenue.

Tous ces cadeaux au patronat vont coûter plusieurs milliards d'euros qui devront être payés par la collectivité !

Si tout cela est bien clair, l'avenir est pour le moins flou.

Le souhait clairement exprimé par les gouvernements impérialistes est de limiter la casse au maximum et de revenir le plus vite possible

**LE CORONA
N'EFFACE PAS NOS DROITS !**

CORONAVIRUS ET CAPITALISME : DEUX FLEAUX A COMBATTRE

à leur système de pwofitasion.

En France, Lemaire n'a pas hésité à envisager des nationalisations pour les entreprises en difficulté. Il faut bien comprendre que Macron n'est pas devenu révolutionnaire. Il ne s'agit pas de nationaliser pour que la collectivité contrôle la production mais de nationaliser pour sauver le capital privé puis après revendre à bas prix.

Néanmoins, en l'état, il est difficile de savoir quand la pandémie finira et quelle sera la situation exacte de l'économie à ce moment.

On peut d'ores et déjà pressentir que des secteurs comme le tourisme, les transports aériens seront en crise complète. Pour le reste, on est dans le flou en dépit des gesticulations des prétendus experts.

Il y a en effet un caractère inédit à ce que toute la planète est en train de vivre et les ef-



fets de cette situation sont en fait inconnus.

Il existe quand même des certitudes importantes et des orientations à prendre.

En premier lieu, nul doute que les règles sacrosaintes de la BCE, du FMI et de l'UE vont voler en éclat.

L'austérité n'est plus à l'ordre du jour. Le Congrès américain annonce 2000 milliards de dépenses, l'UE près de 500. La question qui se posera demain est simple : qui va payer ou rembourser ses sommes ? Va-t-on à nouveau restreindre les droits des plus faibles, des masses populaires pour assurer un remboursement.

Bref, cela va-t-il recommencer comme avant

**LIBÉRONS LA PLANÈTE DE
LA POLLUTION CAPITALISTE**

alors que ce modèle a explosé en plein vol au travers d'une pandémie ?

On a bien vu après la crise bancaire de 2008, que les banques après avoir été renflouées ont repris leurs mêmes opérations boursières, toujours au bénéfice des plus riches.

Cette crise sanitaire démontre une chose : c'est l'État qui est l'épicentre de la résistance à la crise sanitaire. Ce ne sont pas les multinationales, les milliardaires du CAC 40 qui ont un rôle dans la lutte contre la pandémie. Comme B. Hayot, ils jouent à la charité et au bon samaritain mais leur rôle est marginal.

Ainsi, la thèse de l'ultralibéralisme qui veut que l'État doit avoir de moins en moins de rôle, au bénéfice des entreprises qui donnent du travail ou créent la richesse démontre qu'elle ne permet pas de faire face à de telles réalités. Or qui dit État dit services publics.

L'incapacité de ces dirigeants à faire face à cette pandémie vient pour beaucoup de la casse des services publics à coup de programmes d'austérité.

L'hôpital, la recherche scientifique, mais aussi les transports, les communications, l'industrie pharmaceutique etc.... tout cela devrait être sous contrôle de l'État et non d'intérêts privés qui se moquent de l'intérêt général.

Il ne peut exister de capitalisme vertueux car la nature du capitalisme est de satisfaire des intérêts égoïstes et non l'intérêt du peuple.

Cette crise démontre que la politique libérale d'austérité est un danger pour l'humanité !

Il est ironique sinon simplement criminel qu'après avoir refusé depuis son élection un plan pour la recherche ou pour l'hôpital, Macron annonce « plan massif et subventions » en pleine épidémie.

La logique capitaliste et libérale est aussi contraire à toute mise en place de plan à moyen ou long terme en matière de santé publique, d'éducation etc... De tels plans obliquent à des investissements importants non productifs de bénéfice en argent à court terme. Ils

**Le coronavirus et le capitalisme :
deux épidémies à combattre !**

CORONAVIRUS ET CAPITALISME : DEUX FLEAUX A COMBATTRE



sont donc contraires à la logique capitaliste.

Ainsi, il est révélateur que le gouvernement français ait été critiqué par la Cour des Comptes pour avoir acheté en masse des masques et des vaccins à la suite de l'épidémie de grippe de 2006. Ces achats, aux yeux des libéraux, immobilisaient des fonds alors que la logique libérale est de dépenser pour racheter et faire ainsi marcher le commerce dans l'intérêt des capitalistes.

Cette crise montre aussi que la mondialisation, la division de la production au niveau mondial est contraire à l'intérêt des peuples. Au début de la crise, Macron annonce qu'il est « fou » de laisser à d'autres notre protection ! Pourtant depuis qu'il a été ministre de l'économie, il n'a eu de cesse de participer à ce système faisant que des parts importantes et essentielles de la production soient délocalisées.

Quelle ironie de voir les USA, la France et d'autres pays faire la course pour acheter des masques à la Chine, et détourner des livraisons



comme de vulgaires escrocs et trafiquants !

Non seulement, il est anormal de ne pas prévoir de telles situations par des stockages, mais chaque pays devrait avoir des productions assurant son indépendance au moins sur le plan de la santé. De cet

unique point de vue la mondialisation et la loi des superprofits ont créé des disparités inimaginables

Enfin, cette crise montre aussi le défaut de démocratie dans la société actuelle. Le régime présidentiel quasiment monarchique. Si la responsabilité politique était collective et non pas accaparée par un ou quelques personnages, nul doute que l'ensemble des rapports existant depuis 2005 sur l'éventualité d'une telle épidémie aurait eu un écho dans la politique gouvernementale.

Que de larges pans de la société prennent part aux décisions ne peut que limiter les dérives comme celles que nous connaissons à voir un état comme la France absolument incapable de faire face à une épidémie de grande ampleur.

La fin de la crise sanitaire va ouvrir une période d'affrontement politique et de classe, entre les classes possédantes (et leurs dirigeants comme Trump, Macron, Merkel etc...) qui voudront revenir tranquillement à la situation antérieure et les masses populaires qui voudront qu'on tire les leçons de ce terrible drame.

Il faut mettre à bas le capitalisme. S'il ne fait pas de doute qu'il peut y avoir des épidémies, le capitalisme ne peut résoudre ce type de problème.

Il faut plus que jamais bâtir une société où le centre est l'homme et non la finance.

**Vers un nouvel âge
du capitalisme ?**



CHIMEN GARÉ

Gadé wè touvé bon chimen-an mé pangad, fo ou pasé koté éti ni non madi, bobo, mal, épi dot...

Lè ou bout, li tout sé mo-a an kolòn ouben kouché kon ou lé, tjoupoutet tou (si ou rivé li tout an 40 sigond ou bon).

LABATWA	KANSÈ	CHIK	LORÉYON
TÉLÉFÒN	CHOLPIS	LÉCHOFI	GADKÒ
ANKOURAJMAN	DJÉRIZON	DÉPOTJOLÉ	MAPIAM
ALMANNA	ZÉTWEL	KOULANT	LAVAWOL
RIMATIZ	PIRÉZI	CHANK	PLODARI
MALKADI	MIGANNEN	MOFWAZÉ	DÉKATIYÉ
BLES	LAJONIS	TRANMANNTÈ	LENDÉPANDANS
KONSIT	KONJÉSION	LAGOUT	KOLIK
LAPOSÉSION	LANTRÈNMAN	FOTOKOPIÈ	LÉFANJIT
SOUSKAY	GAWOULÉ	SIFILIS	TOUDISMAN
LAWOUJOL	SINIZIT	KATA	KALAGWAY
VARISEL	SIDA	GLISÉRIA	LARÉVOLISION
DÉZOBÉYISANS	TIBÈKILOZ	BOUYONNEN	GLORIYÉ
DÉKOLONIZASION	LAGRIP	LAKOKLICH	LAGAL

SA KI PASÉ AN MWA AVRIL

*Manmay, anpil bagay fet an mwa AVRIL pa bò kay nou.
Mi yonn dé, mé sé pa tout...*

AVRIL 1848 : LES BOURREAUX ESCLAVAGISTES SONT INDEMNISÉS



Pendant longtemps on a mis dans la tête des martiniquais qu'ils devaient leur liberté à la générosité de la France qui par le décret du 27 Avril 1848 décrétait l'abolition de l'esclavage.

Aujourd'hui nous savons que ce sont les longues luttes menées par les captifs mis en esclavage qui ont abouti à la révolution du **22 MAI 1848 en Martinique**. Ce dont on ne parle pratiquement pas c'est que le décret du 27 **AVRIL 1848** comportait une disposition essentielle aux yeux des colons esclavagistes et du gouvernement colonialiste de la France c'était l'INDEMNISATION. Non pas l'indemnisation des victimes de l'esclavage, de ce crime monstrueux, mais des bourreaux.

En effet, le gouvernement français en même temps qu'il décrète l'abolition, officialise le 27 Avril 1848 le principe de l'indemnité.

« Article 5. – L'Assemblée Nationale règlera la quotité de l'indemnité qui devra être accordée aux colons ».

Dès lors il n'y avait qu'à fixer le montant. Ce qui fut fait par la loi votée par l'Assemblée Nationale le 30 avril 1849 qui fixa les tarifs par ancien esclave selon les colonies.

Réunion : (711 francs), Guyane (624 francs), Guadeloupe (469 francs), Martinique (425 francs).

Ainsi les criminels se sont vus récompensés pour leur crime. Ils ont reçu une somme qui est évaluée à environ **5 milliards d'Euros**.

Après avoir exploité à mort des milliers de captifs torturés, massacrés, violés, humiliés des siècles durant, ils ont gardé les terres, les usines, leurs privilèges en empochant en prime une juteuse indemnité qu'ils font fructifier aujourd'hui encore.



AVRIL 1870 : AU MARIN, LUBIN CRAVACHÉ PAR UN BLANC REND KOU POU KOU

Le jeune nègre Léopold LUBIN qui avait été cravaché par un blanc Augier de Maintenon, au prétexte qu'il ne lui avait pas cédé le passage sur une route du Marin, décide de se rendre justice en rendant ses coups de cravache à son agresseur. La réaction de la justice coloniale est ultra rapide. Lubin qui avait vu ses plaintes restées sans suite est arrêté, emprisonné, condamné par la cour d'assises de Fort de France qui considère que porter la main sur un blanc est un véritable crime. Cette cour de l'injustice coloniale condamne Lubin à 5 ans de bagne et à de lourds dommages et intérêts.

Ce **verdict inique** sera à l'origine d'une **insurrection historique** à la Martinique : l'insurrection de SEPTEMBRE 1870 qui fit trembler les autorités coloniales.



SA KI PASÉ AN MWA AVRIL

26 AVRIL 1963 : LE GOUVERNEMENT DE DE GAULLE CRÉE LE BUMIDOM, ARME DE DESTRUCTION MASSIVE DE NOTRE POPULATION

**Le BUMIDOM
=
Expulsion de notre
jeunesse pour
éviter un autre
décembre 1959**

Le gouvernement de DE GAULLE, en réaction à la révolte de la jeunesse en Décembre 1959, décide d'organiser l'exil massif d'un maximum de ressortissants des colonies. Il fait pondre par son « secrétariat d'État à l'Outre-mer » un arrêté créant le BUMIDOM (Bureau des migrations des départements d'Outre-mer) Durant des années des milliers de jeunes migreront vers la France. Beaucoup se retrouveront dans des emplois de femmes de ménage, ou d'agents de nettoyage.

D'autres deviendront employés dans diverses administrations : hôpitaux, transports publics, PTT. La plupart s'établira dans ce pays qui verra naître leurs enfants. **Cet exode massif est à l'origine du vieillissement de notre population qui met en danger son renouvellement.**

En 1982, le BUMIDOM sera supprimé. L'économie coloniale n'offrant aucune perspective de développement économique l'émigration massive continue privant notre pays chaque année de plus de 5000 de ses enfants.

Le bumidom

« Un génocide par substitution »

Dans l'indifférence générale de « nos » politiciens s'accommodant forts bien avec ce système colonial mortifère.



17 AVRIL 2008 : DÉCÈS D'AIMÉ CÉSAIRE

Le 17 Avril 2008 Aimé CÉSAIRE s'éteint à l'âge de 95 ans. Ses obsèques auront lieu le 20 Avril 2008 et seront célébrées au stade de Dillon en présence de milliers de personnes. L'inhumation s'est faite au cimetière de La Joyau.

Le 06 Avril 2011 le gouvernement français inaugure au Panthéon de Paris une plaque à son nom.



Site pkls

<http://www.pkls.org>

mail: pkls@pkls.org

mail: pkls.matnik@gmail.com

PAVOL MATJÉ POU RI.

O PLI FOU !

Dé kanmarad sòti kolson a bèkàn ka désann Fòdfwans, lè yo rivé pa koté légliz Balata yonn pami yo ka frennen, i rété pou dégonflé né bèkàn li a, lot konpè'y la ka mandé'y poutji i ka fè sa, i réponn : Pas sel bèkàn-la tro wo, lot-la di'y : sakré kouyon ou sé an boug fou, i démonté gidon bèkàn li-a, i mété'y laplas sel-la é i mété sel-la laplas gidon-an épi i di : mwen, man ka ritounen.



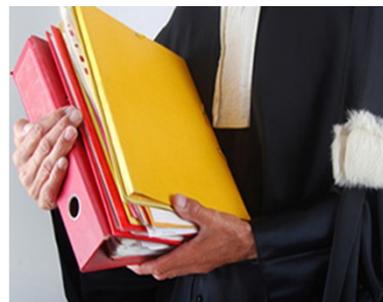
KILES KI PLI FOU ?

Dé boug ka maché an lari Fòdfwans yo wè an lajan atè-a. Lé dé ka fè mannev pou pran'y, chak-la ka di sé ta'y, yo pres goumen. Yonn di sé ta mwen, non mwen matjé asou'y. Lot-la di ki non'w, i réponn « république française » gadé wè. Lot-la gadé, i di ébé sa vré, pran'y sé ta'w.



LAVI AVOKA RED KON SA ?

An jenn avoka tou prélé fini rouvè biwo'y adan an lari éti moun ka pasé anlo, pou fè djez ek pou montré prèmié-a ki vini an, manniè i ni kliyan i fè an kout malen, lè prèmié moun-la konyen asou lapot-la i di : Rantré ! é i pran téléfòn-la pou fè konsidiré i ka palé ba an moun : « Man pé pa menm misié, pas ajanda mwen telman plen é man pé pa ba'w an randévous pou réglé sa pa avan dé mwa é sé mwen ké kriyé'w, ou konprann ? ok, ovwa ! »



Jenn avoka-a ka di vizitè-a asiz é i ka mandé'y : sa man pé fè ba'w ?

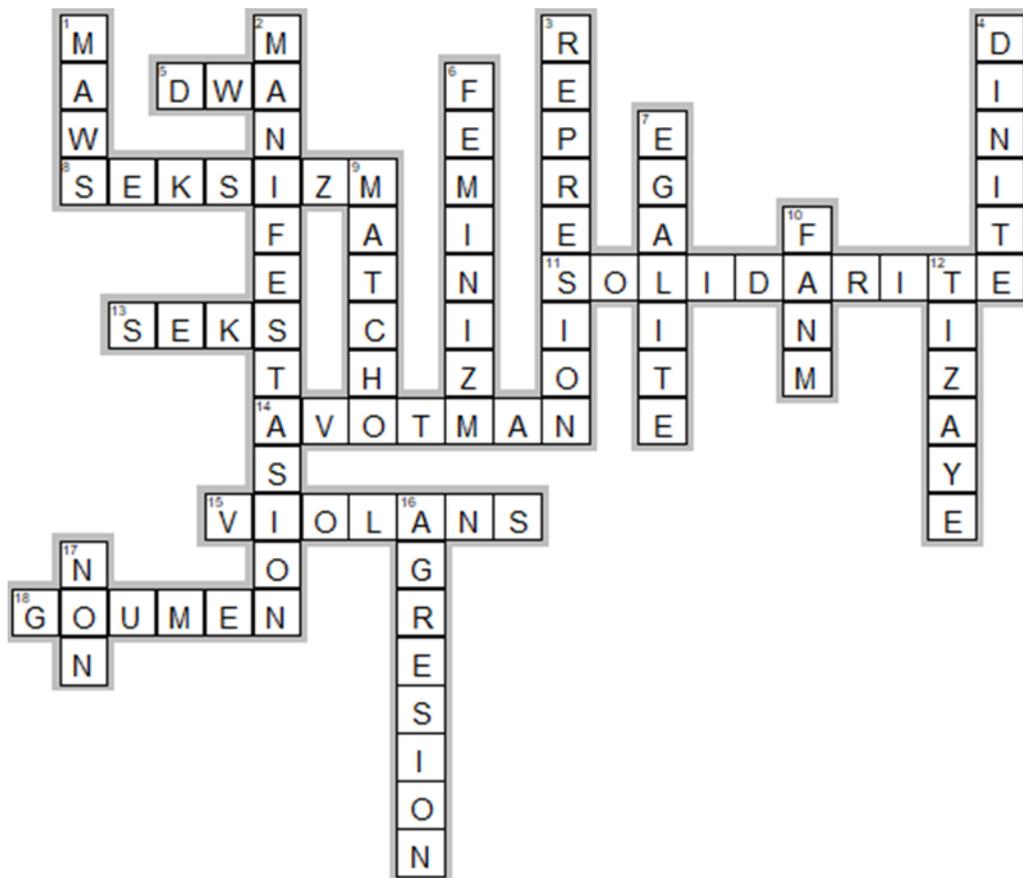
Boug-la ka réponn : Man sé teknisien Télékom é man vini branché téléfòn-la ba'w.

OBEN KON SA ?

An avoka pa ni kliyan, mé i pa lé moun sav sa. Kon i enstalé i ni an biro ba kò'y ek yonn ba an sikrètè. Pou moun pa wè i pa ni kliyan, i pa ni sikrètè, i plen biro-a épi dosié plen fey papié, i matjé asou yo dé tit moun. Lè i tann an moun sonnen i alé an biro sikrètè-a ek di "rantré". Lè moun-la rantré i di i mélé toubannman pas sikrètè-a malad ek i ni anlo afè pou trété. I pran an gwo dosié ek mété'y asou tab-la, i branché vantilatè-a é van-an chayé an vréyaj fey sa simen atè-a. Lè kliyan-a wè tout sé fey-la sé fey blan, i sennté, mandé ko'y sa sa yé. Pandan avoka ka fè débouya pou ranmasé fey, i di i bliyé an papié an loto'y i ka alé chaché'y ek i chapé pou pa déviré.



RÉPONS MO KWAZÉ MWA PASÉ



Kouché

5. **DWA**—Dépi lontan fanm ka lité pou sa, pas anlo koté fanm pa ni menm -lan épi nonm.
8. **SEKSIZM**—Lè yo ka fè difèrans ant fanm épi nonm pou pa ba fanm sa yo andwa ni.
11. **SOLIDARITE**—Sé yonn a lot, yonn épi lot, larel krey fanm ka suiv pou rendé sa ki ka pran fè.
13. **SEKS**—Sé sa ki ka pèmet montré sa ki mal sa ki fimel, sa ki nonm sa ki fanm.
14. **AVOTMAN**—Jòdi oliwon latè ni dé péyi koté fanm ni dwa -tala, dot koté yo ka lité pou tyrapé'y. Ni dé relijion ki kont, mé fanm ka di sé yo ki met kò yo.
15. **VIOLANS**—Adan model sosiété nou konnet la, fanm ka soufè toubannman pas yo ka sibi sa, tout kal-té manniè, kisiswa andidan kay, lékol, travay, an lari...
GOUMEN—Toulong, topuléjou, toupatou anlo fanm sé sa yo ka fè pou greyen, pou ni respé, ba toUt dwa yo.

Doubout

1. **MAWS**—Sé mw-tala tout oliwon latèfanm ek nonmka bay lavwaek manifesté pou dwa fanm.
2. **MANIFESTASION**—Tout oliwon latè fanm ka òrganisé dé bagay kon sa, pa pou fè lafet mé pou fè yo sav ki yo ka goumen.
3. **REPRESION**—Lè fanm ka manifesté, anlo koté pou dwa yo, yo ka sibi bagay -tala, kisiswa épi la-kimojèn, kout baton, tribinal ek lajol tou.
4. **DINITE**—Fanm ka montré sa an manniè fò adan konba yo ka mennen épi kouraj.
6. **FEMINIZM**—Larel anlè kiles fanm ka mennen konba toulong pou trapé tout dwa yo.
7. **EGALITE**—Sé bagay ki douvan douvan adan tout konba fanm ka mennen kisiswa pou travay, politik, lajan...
9. **MATCHO**—An lang fwansé kon adan dot lang, sé pawol- tala yo ka sèvi pou nonm ki ka pòté pawol, ki ka di, sé sé nonm ki pou dominé fanm, ek ki ni an konpòtasyon asou larel-tala.
10. **FANM**—Yo sé lanmawatié moun asou latè, yo pou kantékant épi nonm, tout relijoin ka mété yo anba.
12. **TIZAYE**—Lè yo ka fougonnen anlot moun pou trapé an bagay ki ka rann li étik
16. **AGRESION**—Sa fanm ka sipòté difèran model manniè, pas yo lé enpozè yo, pas yo sé dé fanm.
17. **NON**—Lè sé sa sa fanm di, sa ki ni a pa konprann sa?

CONFINEMENT ET LIVRES !

Il est difficile de conseiller des nouveaux livres dans une telle période. Les librairies sont fermées et vu la manière dont La Poste fonctionne, il y a peu de chance qu'en cas de commande par internet vous l'ayez rapidement.

En revanche, il reste possible en passant par Google (ou autres moteurs de recherche) d'obtenir des liens pour retrouver gratuitement des ouvrages déjà dans le domaine public ou pour un paiement en ligne pour ceux qui sont encore protégés. Certes, cela ne vaut pas le papier mais c'est intéressant. Vous pouvez aussi imprimer mais il faut être équipé.

Sachez que pour la première fois après un plus d'un siècle d'existence, le Canard Enchaîné a paru en format numérique pour 1 euros.

Il y a aussi une autre option, aller fouiller dans votre bibliothèque ou ce qui en tient lieu. Il y a neuf chances sur 10 que vous y trouviez des livres (ou des encyclopédies) que vous avez achetés il y a longtemps et que vous n'avez jamais lus. Autant en profiter.

Avec la période que nous vivons, votre état d'esprit va vous guider aussi vers des catégories d'ouvrages. Si vous déprimez ou êtes nerveux, on déconseillera les essais mais plutôt les romans.

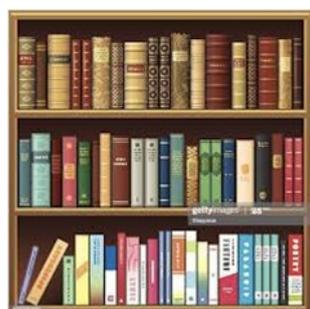
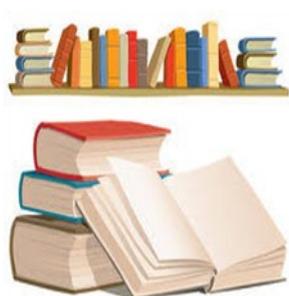
N'oublions pas qu'en Martinique, nous avons la chance d'avoir deux auteurs prolifiques, P. Chamoiseau et R. Confiant, et il n'y a aucune raison de se priver de les lire.

Hors de Martinique, vous avez un important choix au niveau des romans. J'ai une grande admiration pour un romancier mexicain (noir et historique), Paco Ignacio Tai-bo II (il a aussi écrit une magnifique biographie du Che) avec, parmi une vingtaine, un ouvrage dénommé « A quatre mains ». Les romans de l'Europe du Nord sont à la mode et ceux de Adler Olsen avec son Département V sont prenants.

Pour terminer, un seul nouveau conseil, plongez-vous, si vous pouvez, dans le livre de Lionel Astruc, « L'art de la fausse générosité : la fondation Bill et Melinda Gates ». Une belle leçon contre l'hypocrisie d'un milliardaire, un Hayot à l'échelle planétaire.

Il vous reste aussi les bandes dessinées !

BON CONFINEMENT



DÉCLARATION

CORONAVIRUS : UNE NOUVELLE DÉMONSTRATION DE LA NÉCESSITÉ DE SORTIR DE LA DOMINATION COLONIALE.

La pandémie du Coronavirus qui a provoqué une crise sanitaire planétaire inédite par sa forme et son essence, mais prévisible, démontre la réalité du monde avec les inégalités patentées et révèle les caractéristiques structurelles du système capitaliste qui domine le monde.

Cette crise prouve que le modèle impérialiste ultralibéral, avec sa ligne d'action qu'est la mondialisation n'a qu'une ambition : le profit au service de la finance internationale dont E. MACRON est le pur produit.

Cette politique, ailleurs comme en France, n'a pas pour objectif d'apporter réponses et solutions aux besoins de la population, mais de sacrifier les êtres humains, en particulier les plus pauvres, sur l'autel du profit.

Les carences révélées à l'occasion de cette pandémie dans de nombreux pays, comme en France, en Italie, en Espagne, aux États-Unis, etc..., où le manque de moyens sanitaires et humains est révoltant - à l'inverse de ce qu'on constate à Cuba - ne sont pas des erreurs ou des fautes. C'est le résultat d'une politique délibérée produite de l'idéologie bourgeoise, de saccage des services publics au profit des intérêts privés, au détriment des travailleurs, des masses populaires. Même en pleine crise leur priorité, n'est pas de sauver des vies, de garantir la santé, mais d'assurer la pérennité de leur système d'exploitation tel qu'il est. Aujourd'hui ils veulent obliger les travailleurs à être à leur poste de travail dans des conditions ne garantissant pas leur santé.

Cette crise démontre l'absence de pouvoir Martiniquais émanant du peuple ayant les compétences pour prendre des décisions adéquates.

Chez nous, le COVID 19 nous frappe avec un supplément colonial fait de « sanfauté » de l'État, colonial, de l'arrogance et de l'incompétence de ses fonctionnaires et d'un scandaleux manque de moyens. La démonstration est faite de l'état lamentable du système de santé dénoncé avec raison par les soignants depuis des années, souvent dans l'indifférence de la population. Aujourd'hui l'hôpital lance des appels à la charité !

Ce désastre est la preuve que contrairement aux déclarations des responsables de la sécurité et de la santé, notre pays n'est pas doté des moyens matériels et humains nécessaires pour faire face aux risques naturels et industriels auxquels nous sommes confrontés.

La politique réfléchie et élaborée du pouvoir inclut la répression dont il est fait usage envers ceux qui se dressent contre les manquements criminels de l'Etat, réclamant justice et réparation. Nous condamnons cette répression et tous, nous devons exprimer notre solidarité avec tous ceux qui en sont victimes.

Après nous avoir empoisonné avec les pesticides, infecté avec l'eau, détruit l'hôpital, on voit comment les gouvernants français avec leurs agents, leur vassaux locaux, continuent leur politique mettant en cause notre vie et notre santé qui leur importent peu. Pour eux, seuls les profits des plus riches comme les propriétaires d'hypermarchés ou des plantations comptent.

Les « élu-es » et les « élites » quels que soient leurs titres, ne sont que des rouages du système et englués dans l'imaginaire colonial, se complaisent en diverses agitations stériles sans

aucune incidence sur la politique néfaste du colonialisme. Sans aucun pouvoir, ils ne peuvent que quémander des miettes à tous les niveaux de l'administration coloniale.

En 2009 nous avons manifesté en tant que peuple ; en 2020 mobilisons nous comme peuple en lutte, non pas pour exiger du gouvernement français des mesures dans le cadre du système colonial, mais avec un juste regard sur notre réalité, pour bâtir une nouvelle vision collective de notre destin, avec une nouvelle construction mentale débarrassée de l'aliénation, de la mendicité, de l'assistance et de l'auto-mépris.

Le monde de demain ne sera pas de génération spontanée, il sera ce que ceux qui auront le pouvoir en feront.

Il y a urgence !

Martiniquaises, Martiniquais, ne laissons pas les autres forger notre avenir à notre place.

Pour préserver notre santé, pour construire notre devenir, notre devoir est de contribuer à la prise du pouvoir dans notre pays, par notre peuple et pour notre peuple.

Oui, la question qui est posée est celle du pouvoir. Attelons-nous à créer une cohésion populaire dynamique, force motrice pour conquérir le pouvoir, pour sortir du joug colonial et de l'exploitation capitaliste, il s'agit d'opérer une révolution.

Martiniquaise, Martiniquais, il incombe à chacune, à chacun, d'accomplir son devoir, pour l'avenir de nos enfants, de ne pas faillir à sa tâche, pour la sauvegarde de notre peuple.

Pour cela nous devons nous mobiliser pour conquérir l'indépendance nationale et ériger un État Martiniquais pour construire le socialisme.

AN SEL CHIMEN POU SOVÉ PEP NOU : LENDÉPANDANS EK SOSIALIZM !

KI YO LÉ, KI YO PA LÉ, NOU KÉ PRAN YO!

Martinique
Le 1° Avril 2020
Pour le PKLS
Jean Pierre ETILE

**Résister. | Unir. | Construire
une alternative.**



PRISONNIER-ES PALESTINIEN-ES SAUVONS LES !

Le 17 Avril est la journée de solidarité avec les prisonniers palestiniens.

Dans les geôles sionistes ils/elles sont des milliers (enfants, femmes, hommes, personnes âgées), qui croupissent dans les geôles du sionisme en Israël, en toute illégalité au regard du droit international.

Les arrestations, les emprisonnements, sont pratiqués à grande échelle pour répandre la peur dans la population et tenter de briser la résistance du peuple palestinien.

Il n'y a pratiquement aucune famille palestinienne qui n'a pas eu un de ses membres qui ne soit pas passé par la case prison. Leurs conditions de détention sont difficiles, mais la grande presse internationale contrôlée par le lobby sioniste n'en parle jamais.

Nombre d'entre eux sont malades et n'ont pas l'attention médicale nécessaire. Les négligences de l'administration sont patentes, et les dénonciations de la torture largement pratiquée sont sans effet.

En cette période de pandémie, leur situation est très préoccupante, le système carcéral est tel, que le risque de tomber malade est accru et ils ne doivent pas compter sur l'État juif sioniste qui a déjà montré ce dont il est capable, avec sa pratique nazie qui sera renforcée si Netanyahu est maintenu au pouvoir.

Dénonçons le régime d'apartheid d'Israël. Exigeons la libération immédiate des prisonnier-es.

Exprimons notre solidarité au peuple palestinien en lutte pour ses droits!

Les prisonniers ont lancé un appel :
«Sauvez-nous du coronavirus Covid 19 avant que nos cellules ne se transforment en tombeaux ! »

dont voici un extrait: *« Nous lançons ce cri d'alarme au monde entier vu l'urgence de notre situation. Ne nous laissez pas mourir sur nos lits de prisonniers, alors que l'épidémie se propage et que personne ne réagit pour nous protéger et éviter que nous périssions. Irez-vous jusqu'à nous demander de nous mutiner, comme l'a fait un certain nombre de prisonniers dans plusieurs pays du monde pour que nous soyons tués par balle avant de l'être par le coronavirus ? ».*

Sauvons les!

Quelques chiffres concernant les prisonnier-es à la fin 2019:

Prisonnier-es : environ 6 000 dans 18 prisons

550 condamnés à perpétuité

500 condamnés à plus de 20 ans

Plus de 200 enfants

Chaque année ce sont entre 2 500 et 3 000 qui sont emprisonnés dont 500 à 700 enfants

3 sur 4 enfants subissent des violences

98% des enfants sont condamnés à des peines plus ou moins lourdes

Ne sont pas comptabilisés les enfants arrêtés et relâchés après quelques jours.

Depuis 1967 ce sont un million de palestiniens qui ont été emprisonnés, 10 000 au cours des 4 dernières années.

Liberté immédiate pour les prisonnier-es palestinien-es !

Non à l'apartheid sioniste !

Pleine et entière souveraineté du peuple palestinien sur sa terre !



Fresque en hommage à M. BARGHOUTI, et aux Palestiniens prisonniers dans les geôles sionistes.

PALESTINE

Avec les poèmes de palestiniens, nous poursuivons la publication de paroles qui sont des larmes, de mots qui saignent de la colonisation, de la répression israélienne qui emprisonne, torture, assassine.

Ces vers sont des armes de combat, quand ils se mêlent à la lutte, c'est pour atténuer la douleur, pour panser les blessures. Ces poèmes ne sont pas des pleurs, ce sont des chants du refus de la violence coloniale, des chansons d'espérance pour la victoire.

Ces mots sont un chant de résistance, le courage d'une poésie, une poésie du courage.

LE BULLDOZER DE LA HAINE

Arbitrairement,
Le soldat a fait démarrer
Son bulldozer meurtrier
Pour rouler sur le corps,
Le corps déjà cadavre.
Il a l'esprit tranquille.
Personne ne va le blâmer,
Ni le dénoncer.



La fumée noire de ce maudit bulldozer a caché l'aube.
Elle a empêché l'horizon d'embrasser la vie.
Elle a dépassé les barbelés imposés sur les frontières,
Sur les remparts du crépuscule,
Au-delà des étoiles absentes,
Elle a écarté les ombres de la nuit
Et a épargné le soleil à cette ville assiégée
Qui décompte ses morts jour et nuit.
Les larmes métalliques du bulldozer ont frappé partout,
Avec leur puissance incroyable.
La terre seule a pu résister pour protéger un corps déjà déchiqueté
La terre de Gaza, en toute fierté et dignité,
A dit non, une fois, deux fois et mille fois
A l'humiliation.
Mais les frappes étaient plus fortes que les sables
Et la voix de cette ville millénaire.
Et le bulldozer commence sa sale besogne.
Il a fait l'aller-retour
Il a manipulé, il a retiré le corps,
Il l'a ramassé à l'aide de la pelle.
Il a saisi le cadavre et l'a balancé d'avant en arrière dans les airs,
Innocente victime de cette abjecte corrida,
Il a soulevé le jeune assassiné en guise de trophée de guerre !!!
Un crime odieux !
Honte, honte et honte !
Aucun respect pour l'être humain même mort.
Il a crucifié le martyr sur le mur de notre déception,
Devant les pauvres cris mouillés de larmes des secouristes

PALESTINE

Et le sang qui coulent
Les soldats roulent dessus,
Ils ne sont pas prêts d'arrêter leur infamie,
Ces criminels !
Hier, Rachel Corrie, écrasée vivante
Et ce matin, le jeune Mohamed écrasé mort.
Dans le même lieu
Et de la même manière.
Les années passent, et les atrocités demeurent.
On ne laisse pas en paix les colombes de la paix,
On ne les laisse pas cultiver l'espoir.
Toujours des exactions,
Et des crimes innombrables,
L'horreur continue dans le silence
Et les réactions frileuses,
L'injustice devient loi
Et l'oppression, doctrine.
Ils sont abominable,
Aucune âme.
La barbarie a franchi un nouveau cap
Quelle cruauté !
Ni leur haine,
Ni la haine de leurs macabres militaires
Ne nous empêcheront de nous battre,
Encore et encore
Contre tant d'inhumanité et d'injustice,
De poursuivre nos espérances
En tout courage !

Ziad MEDOUKH



PALESTINE

La prison une réalité quotidienne pour chaque palestinien-e.

Chaque famille y est confrontée de manière quasi permanente.

Aussi le sujet est abordé dans toutes les conversations et dans les expressions culturelles sous diverses formes.

Voici des paroles vraies et justes qui décrivent la douleur sur laquelle on ne peut fermer les yeux. Un cri légitime contre l'inhumanité.

Dans la salle des interrogatoires

- Ton nom ?
- Lequel veux-tu, le premier, le troisième ou celui qui figure sur mon nouveau passeport ?
- Ton âge ?
- Deux morts printanières une nuit me cachant une autre ou bien le jour
- Ta première profession ?
- Jeune chanteur, sel tombant sur une blessure
- Ta profession actuelle ?
- Tué en colère, astrologue tué feu épuisé du chanteur charmant assassin
- Ton passe-temps ?
- Mourir entre rire et larmes
- Ta dernière volonté ?
- Que vous sachiez mon nom intégral unique et sans équivoque peut-être aussi que vous me rendiez ma liberté !

Samih Al Qassim (1976)



A l'occasion de la journée de solidarité avec les prisonniers palestiniens, nous avons une pensée de solidarité avec le camarade **Georges IBRAHIM ABDALLAH**, grand combattant de la cause palestinienne et de la cause des peuples opprimés.

Nous rappelons que cela fait 36 ans qu'il est détenu en otage dans les geôles françaises par la volonté des gouvernements d'Israël et des USA, diktat auquel se soumettent tous les gouvernements français.

Lui exprimer notre solidarité, c'est rendre honneur aux combattant-es et aux masses populaires palestiniennes c'est lutter contre le sionisme dans le monde, contre le colonialisme, contre l'impérialisme, contre le capitalisme.

Vous pouvez lui envoyer un mot de solidarité sur une carte postale de Martinique. Mettez votre adresse pour qu'il puisse vous répondre.

Son adresse :
Georges IBRAHIM ABDALLAH
2388/A221 CP de Lannemezan
204 rue des Saligues
BP 70166
65307 Lannemezan Cedex



Enfants palestiniens dans les geôles sionistes

SEN-PIÈ antan lontan

Avan Katastrof 1902



SEN-PIÈ antan lontan

Avan Katastrof 1902



Pour mémoire nous publions des anciennes pages « une » de PATRIYOT, voici une page de juin 2016

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 47  JUIN 2016

Travailleurs mobilisés contre la régression sociale et la répression patronale.

MIM-PPM
COMBAT DE RÔLES STÉRILE

**Lycée SHOELCHER
Qui en profite ?**

**ISRAËL
L'état voyou !
LIBEREZ
LES PRISONNIERS
PALESTINIENS!**

**TRICOTS:
Manifestation
du racisme colonial!**

Comment ils ont transformé le sport en marchandise et en nouvel opium.

A consulter sur le Site du PKLS : <http://www.pkls.org>

PATRIYOT
Directeur de publication : J-P ETILE

Dépôt légal : AVRIL 2020
P.K.L.S. MARTINIQUE